

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2009 — 3691

[C — 2009/24374]

2 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal relatif à l'établissement d'une subvention pour des événements de formation et d'information sur le thème des changements climatiques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 25-1, 6° du tableau annexé;

Vu la loi-programme (I) du 22 décembre 2008, l'article 278;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, l'article 12, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget du 13 mai 2009;

Vu l'avis n° 46947/3 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Climat et de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable à l'organisation de séances d'information et/ou de formation destinées au public relatives à la problématique des changements climatiques ou ayant des liens étroits avec celle-ci. Les subventions prévues par le présent arrêté ne peuvent ni être octroyées à des partis politiques, ni être utilisées à l'appui de programmes politiques.

Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le demandeur » : la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui organise(nt) l'événement et sollicite(nt) l'octroi de la subvention définie par le présent arrêté;

2° « l'événement » : la prestation d'information et/ou de formation sur le thème des changements climatiques, destinée au grand public et subventionnable conformément aux dispositions du présent arrêté. Un même événement peut compter une série d'activités ou de séances;

3° « le Service » : le Service Changements climatiques de la Direction générale Environnement, au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;

4° « la subvention » : la subvention accordée par l'autorité fédérale conformément aux dispositions du présent arrêté.

Subvention

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et dans les conditions prévues par le présent arrêté, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut octroyer des subventions pour l'organisation d'événements. Ces subventions sont plafonnées au montant de 500 euros par événement et à un maximum de trois événements par année civile pour un même demandeur. Des plafonds éventuels en termes de montants totaux octroyés sur l'année ou en termes de nombre d'événements subventionnés sur l'année peuvent être imposés par le Service.

Pour autant que les dépenses soient nécessaires et à la mesure de la nature et de l'ampleur de l'événement prévu, les postes budgétaires pouvant entrer en ligne de compte pour la subvention sont notamment :

- la location des locaux dans lesquels a lieu l'événement;
- la location d'équipements techniques, pour autant que ceux-ci soient nécessaires à l'événement;
- les dépenses relatives à la communication de l'événement;
- la rémunération et les frais de l'orateur;
- l'achat de matériel dans les conditions fixées par le Service.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2009 — 3691

[C — 2009/24374]

2 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit betreffende het invoeren van een toelage voor voorlichtings- en vormingsevenementen over het thema klimaatverandering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, rubriek 25-1, 6°, van de bijgevoegde tabel;

Gelet op de programmawet (I) van 22 december 2008, artikel 278;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991, artikel 12, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 april 2009;

Gelet op het akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 13 mei 2009;

Gelet op het advies nr.46947/3 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Toepassings sfeer

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het organiseren van voorlichtings- en/of vormingsvergaderingen voor het grote publiek over de problematiek van de klimaatverandering of over een problematiek die er nauw bij aansluit. De toelagen die door dit besluit voorzien worden, kunnen niet toegekend worden aan politieke partijen, noch gebruikt worden ter ondersteuning van politieke programma's.

Begripsomschrijvingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de aanvrager » : de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die het evenement organise(ert)(eren) en om de in dit besluit bepaalde toelage verzoek(t)(en);

2° « het evenement » : de dienstverlening op het vlak van de voorlichting en/of vorming over het thema klimaatverandering, bestemd voor het grote publiek en subsidieerbaar overeenkomstig de bepalingen van dit besluit. Een evenement kan bestaan uit een reeks activiteiten of bijeenkomsten.

3° « de Dienst » : de Dienst Klimaatverandering van het Directoraat-generaal Leefmilieu, binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

4° « de toelage » : de toelage door de federale overheid toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Toelage

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en volgens de in dit besluit bepaalde voorwaarden, kan de minister tot wiens bevoegdheid leefmilieu behoort, toelagen toekennen voor de organisatie van evenementen. Deze toelagen zijn geplafonneerd tot een bedrag van 500 euro per evenement en tot een maximum van drie evenementen per kalenderjaar voor eenzelfde aanvrager. De Dienst kan eventueel een limiet vastleggen aan de totale op jaarbasis toegekende bedragen of aan het aantal evenementen dat op jaarbasis gesubsidieerd wordt.

Voor zover de uitgaven noodzakelijk zijn en in overeenstemming zijn met de aard en de omvang van het voorziene evenement, zijn de begrotingsposten die in aanmerking kunnen genomen worden voor de toelage, onder meer de volgende :

- de huur van de lokalen waarin het evenement plaatsheeft;
- de huur van de technische uitrusting, voor zover die voor het evenement noodzakelijk is;
- de uitgaven in verband met de bekendmaking van het evenement;
- de vergoeding en de kosten van de spreker;
- de aankoop van materiaal onder de voorwaarden vastgelegd door de Dienst.

L'intervention financière représentée par la subvention ne peut dépasser 75 % du coût total des postes budgétaires entrant en ligne de compte conformément à l'alinéa 2; ce coût total étant fixé après déduction des dépenses financées, le cas échéant, par d'autres sources.

Tout financement complémentaire, provenant du secteur public ou du secteur privé, doit être déclaré dans le formulaire de demande. Aucune dépense ne peut faire l'objet d'un double financement.

Conditions d'octroi de la subvention

Art. 4. § 1^{er}. L'information diffusée à l'occasion de l'événement doit être correcte d'un point de vue scientifique et en accord, notamment, avec les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et avec les informations fournies par les autorités fédérales ou régionales par l'intermédiaire de sites web, de brochures ou d'autres supports informatifs.

§ 2. Le demandeur doit prouver, dans le formulaire de demande et conformément aux indications qu'il contient, que les orateurs disposent d'une compétence suffisante en matière de changements climatiques, soit par les activités professionnelles qu'ils exercent, soit grâce à un intérêt personnel développé pour cette problématique.

§ 3. L'information donnée lors de l'événement ne doit pas rester purement théorique, mais présenter une orientation essentiellement pragmatique, notamment en présentant des techniques, des mesures et des actions concrètes pouvant contribuer à contrer les changements climatiques et leurs effets.

§ 4. L'événement doit en principe être destiné au grand public. S'il est organisé dans le cadre d'un cercle restreint de personnes, tel un établissement d'enseignement ou une association, l'accès ne peut en être limité aux seuls membres de ce cercle, et l'événement doit être annoncé auprès d'un public suffisamment large.

Art. 5. § 1^{er}. Le demandeur doit prouver, dans le formulaire de demande et conformément aux indications qu'il contient, que l'organisation de l'événement va s'accompagner d'une publicité suffisante pour annoncer l'événement et ses modalités à relativement grande échelle aux groupes cibles prévus et lui assurer une audience raisonnable. Si l'événement est organisé dans un cadre restreint, le demandeur doit également prouver que l'accès en a été ouvert à tous.

§ 2. La collaboration notamment avec des autorités locales, des groupes d'intérêt, et des organisations non gouvernementales en matière d'organisation ou de communication n'est pas obligatoire, mais peuvent apporter une plus-value importante lors de l'évaluation du dossier de demande de subsides.

Procédure de demande et d'octroi de la subvention

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard un mois avant l'événement, le demandeur envoie, par lettre ou par courrier électronique, un dossier de demande au Service. Le dossier de demande se compose d'un formulaire de demande rempli de façon complète et détaillée, complété éventuellement avec les justificatifs déjà disponibles.

§ 2. Dans les plus brefs délais, le Service envoie au demandeur un accord de principe, qui ne constitue d'aucune façon un engagement à payer. Au plus tard deux semaines avant l'événement, le Service reçoit une invitation personnelle.

§ 3. Dans les deux mois suivant l'événement le demandeur fait parvenir au Service un dossier comprenant les justificatifs de l'événement (présentation d'un état de recettes et de dépenses certifié sincère et véritable accompagné des pièces justificatives) ainsi qu'un rapport de l'événement.

§ 4. Le Service évalue le dossier, fixe le montant de la subvention et soumet une proposition d'arrêté au ministre qui a l'Environnement dans ses attributions. Dès que celui-ci l'a approuvé et signé, le montant de la subvention sera engagé et une copie de l'arrêté sera adressée au demandeur.

Art. 7. Le Service se réserve le droit de ne pas attribuer la subvention lorsqu'il estime que la demande et/ou l'événement ne satisfait pas aux exigences des dispositions du présent arrêté.

Art. 8. Le formulaire de demande peut être obtenu auprès du secrétariat du Service.

Art. 9. Tous les contacts écrits, électroniques et téléphoniques doivent uniquement et directement s'effectuer via le secrétariat du Service.

De financiële tegemoetkoming die de toelage vertegenwoordigt mag 75 % van de totale kosten van de begrotingsposten die overeenkomstig het tweede lid in aanmerking komen niet overschrijden; deze totale kost wordt vastgesteld na aftrek van de uitgaven die eventueel via andere bronnen worden gefinancierd.

Elke bijkomende financiering, afkomstig van de publieke sector of van de privé-sector, moet op het aanvraagformulier worden vermeld. Geen enkele uitgave mag het voorwerp zijn van een dubbele financiering.

Voorwaarden voor toekenning van de toelage

Art. 4. § 1. De informatie die naar aanleiding van het evenement wordt verspreid moet wetenschappelijk gezien juist zijn en, in het bijzonder, in overeenstemming met de conclusies van het Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en met de informatie, verschaft door de federale of gewestelijke overheden door middel van de websites, brochures of andere informatieve middelen.

§ 2. De aanvrager moet, bij het aanvraagformulier en overeenkomstig de vermeldingen die het bevat, bewijzen dat de sprekers op het gebied van klimaatveranderingen over een voldoende kennis beschikken, hetzij door de beroepsbezigheden die zij uitoefenen, hetzij dankzij een persoonlijke belangstelling ontwikkeld voor deze problematiek.

§ 3. De informatie die tijdens het evenement wordt verstrekt mag niet louter theoretisch blijven, maar moet hoofdzakelijk een oplossingsgericht karakter hebben, in het bijzonder door technieken, maatregelen en concrete acties voor te stellen die kunnen bijdragen aan het tegengaan van klimaatveranderingen en de gevolgen ervan.

§ 4. Het evenement moet in principe bestemd zijn voor het grote publiek. Indien het georganiseerd wordt in het kader van een beperkte groep personen, zoals een onderwijsinstelling of een vereniging, mag de toegang niet beperkt worden tot uitsluitend de leden van deze groep, en moet het evenement aangekondigd worden bij een voldoende groot publiek.

Art. 5. § 1. Op het aanvraagformulier en overeenkomstig de vermeldingen die het bevat, moet de aanvrager aantonen dat de organisatie van het evenement gepaard zal gaan met een voldoende publiciteit om de gebeurtenis en zijn modaliteiten op relatief grote schaal aan de voorziene doelgroepen aan te kondigen en hem een redelijke opkomst te verzekeren. Indien het evenement in een beperkt kader georganiseerd wordt, moet de aanvrager eveneens bewijzen dat het voor iedereen toegankelijk was.

§ 2. De samenwerking met name met de lokale overheden, belangengroepen, en de niet gouvernementele organisaties op het gebied van de organisatie of de kennisgeving is niet verplicht maar kan een aanzienlijke meerwaarde betekenen op het ogenblik van de evaluatie van het dossier van de toelageaanvraag.

Procedure voor de aanvraag en toekenning van de toelage

Art. 6. § 1. De aanvrager stuurt, ten laatste een maand vóór het evenement, per brief of per elektronische post, een aanvraagformulier aan de Dienst. Het aanvraagdossier is samengesteld uit een volledig en gedetailleerd ingevuld aanvraagformulier, eventueel aangevuld met de reeds beschikbare bewijsstukken.

§ 2. De Dienst stuurt zo spoedig mogelijk aan de aanvrager een principeakkoord, dat op geen enkele wijze een betalingsverbintenis inhoudt. Uiterlijk twee weken voor het evenement, ontvangt de Dienst een persoonlijke uitnodiging.

§ 3. Binnen de twee maanden volgend op het evenement stuurt de aanvrager een dossier naar de Dienst met de nodige bewijsstukken van het evenement (voorlegging van een voor echt en waar verklaarde staat van inkomsten en uitgaven vergezeld van de verantwoordingsstukken) alsmede van een evenementenverslag.

§ 4. De Dienst evalueert het dossier, stelt het bedrag van de toelage vast en legt een voorstel aan besluit voor aan de minister bevoegd voor Leefmilieu. Van zodra deze het heeft goedgekeurd en ondertekend, wordt het bedrag van de toelage vastgelegd en een kopie van het besluit aan de aanvrager toegestuurd.

Art. 7. De Dienst behoudt zich het recht voor de toelage niet toe te kennen ingeval zij oordeelt dat de aanvraag en/of het evenement niet voldoet aan de bepalingvoorwaarden van dit besluit.

Art. 8. Het aanvraagformulier kan bij het secretariaat van de Dienst bekomen worden.

Art. 9. Alle schriftelijke, elektronische en telefonische contacten gebeuren alleen en rechtstreeks via het secretariaat van de Dienst.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 8 janvier 2009.

Art. 11. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van op 8 januari 2009.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2009 — 3692

[C — 2009/11462]

23 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 août 2007 codifiant les lois-cadres relatives aux professions intellectuelles prestataires de services

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-cadre du 24 septembre 2006 sur le port du titre d'une profession intellectuelle prestataire de services et sur le port du titre d'une profession artisanale, l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 3 août 2007 codifiant les lois-cadres relatives aux professions intellectuelles prestataires de services;

Vu l'avis 46.532/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des P.M.E. et des Indépendants,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 3 août 2007 codifiant les lois-cadres relatives aux professions intellectuelles prestataires de services, les mots « 2002 et 20 juillet 2006 » sont remplacés par les mots « 2002, 20 juillet 2006 et 11 mai 2007 ».

Art. 2. A l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de l'annexe du même arrêté royal sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o de veiller au respect des conditions d'accès à la profession et, à cet effet, d'ester en justice, notamment en dénonçant aux autorités judiciaires toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre professionnel et organisant la profession et/ou en requérant de ces autorités toute mesure de nature à faire cesser une telle infraction et le cas échéant en exigeant des dommages et intérêts »;

b) le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o de fixer les critères minimum auxquels les titulaires de la profession doivent répondre pour assumer la fonction de maître de stage dans le cadre du stage. »

Art. 3. L'article 9, § 1^{er}, de la même annexe est complété comme suit :

« 5^o d'établir et de tenir à jour la liste des maîtres de stage, qui ont pour mission de conseiller et d'assister les stagiaires et d'établir un rapport d'évaluation. »

Art. 4. La Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2009 — 3692

[C — 2009/11462]

23 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 augustus 2007 tot codificatie van de kaderwetten van de dienstverlenende intellectuele beroepen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de kaderwet van 24 september 2006 betreffende het voeren van de beroepstitel van een dienstverlenend intellectueel beroep en het voeren van de beroepstitel van een ambachtelijk beroep, artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 2007 tot codificatie van de kaderwetten betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen;

Gelet op advies 46.532/1 van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, 1^o van het koninklijk besluit van 3 augustus 2007 tot codificatie van de kaderwetten van de dienstverlenende intellectuele beroepen worden de woorden « 2002 en 20 juli 2006 » vervangen door de woorden « 2002, 20 juli 2006 en 11 mei 2007 ».

Art. 2. In artikel 8, § 1, derde lid, van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 1^o wordt vervangen als volgt :

« 1^o erop toe te zien dat de voorwaarden inzake toegang tot het beroep worden nageleefd en, met dat doel in rechte op te treden, met name door elke inbreuk op de wetten en verordeningen tot bescherming van de beroepstitel en tot organisatie van het beroep bij de gerechtelijke overheden aan te klagen en/of om aan deze overheden iedere maatregel te vragen om dergelijke inbreuk te stoppen en desgevallend schadevergoeding te eisen »;

b) de bepaling onder 3^o wordt vervangen als volgt :

« 3^o het bepalen van de minimale criteria waaraan een beroepsbeoefenaar moet beantwoorden om op te treden als stagemester in het kader van de stage. »

Art. 3. Artikel 9, § 1, van dezelfde bijlage wordt aangevuld als volgt :

« 5^o het opstellen en bijhouden van een lijst met stagemesters wiens taak het is om de stagiaires met raad en daad bij te staan en een evaluatieverslag op te stellen. »

Art. 4. De Minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE